

PREFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Direction  
de la Coordination  
des Actions et des Moyens  
de l'Etat

Arrêté n° 12.2016.10.27.003 du 27 octobre 2016

**OBJET** : Arrêté préfectoral complémentaire modifiant le bénéficiaire et portant mise en place des garanties financières d'un parc éolien situé sur la commune de LAPANOUSE DE CERNON (12230) - CEPE de La Baume  
Site : La Baume

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'avis publié au JORF n°0294 du 20 décembre 2014 relatif au changement de base de calcul des indices et index du bâtiment et des travaux publics ;
- Vu la demande de permis de construire N° PC 012 122 03 L1005 en date du 24 février 2003 déposé par la SA EOLE RES ;
- Vu le récépissé n° 14 382 de la préfecture du 7 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SA EOLE RES pour l'exploitation des éoliennes situées sur la commune de LAPANOUSE DE CERNON au lieu-dit « La Baume », et actant leur classement en régime d'autorisation sous la rubrique n°2980-1 de la nomenclature des installations classées ;

- Vu la demande de changement d'exploitant pour le compte de la SARL CEPE de La Baume en date du 08/03/2016 ;
- Vu la preuve de dépôt n°201600162 d'une déclaration de changement d'exploitant d'une installation classée relevant du régime de la déclaration au bénéfice des droits acquis ;
- Vu la note d'information du 21 juin 2016 de la CEPE de La Baume relative à la puissance des machines installées ;
- Vu le rapport du 12/07/2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 20/09/2016;

Considérant que l'article R.553-1 du code de l'environnement prévoit que le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant soient fixés par arrêté préfectoral ;

Considérant que l'installation a fait l'objet d'une modification de puissance par rapport à celle précisée dans le récépissé n° 14 382 de la préfecture du 7 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis susvisée à 12 MW ;

Considérant que cette modification de puissance de 12 MW à 13.2MW ne constitue pas une modification substantielle ni une modification entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement, nécessitant de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31 dudit code ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> : EXPLOITANT - BENEFICIAIRE DE L'ARRETE

Le présent arrêté concerne la SARL CEPE de La Baume dont le siège social est situé au 330 rue du Mourelet – ZI de Courtine – 84 000 AVIGNON qui a fait connaître son intention d'exploiter sur le territoire de la commune de LAPANOUSE DE CERNON au lieu-dit « La Baume », les installations détaillées dans l'article 2.

### ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-I	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Nombre d'aérogénérateurs : 6 Hauteur du mât : 75m Puissance unitaire maximale : 2,2 MW Puissance totale maximale installée : 13,2 MW	A

A : installation soumise à autorisation

## ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

### 3.1 - Modalités de calcul des garanties financières

Le montant initial des garanties financières à constituer en application des articles R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement s'élève à 50.000 € par aérogénérateur et est à actualiser selon la formule ci-dessous, mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 :

$$M_{(anz;t;c)} = Y \times 50\,000 \times (\text{Index}_n / \text{Index}_0 \times (1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0))$$

avec :

- Y : nombre d'aérogénérateurs
- Index n : dernier index TP 01 base 2010 publié par l'INSEE, à la date d'actualisation du montant de la garantie (mars 2016 : 100,6)
- Index<sub>0</sub> : indice TP01 en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (soit 667,7 et 102,18 en base 2010\*)
- TVA : taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie (soit 20%)
- TVA<sub>0</sub> : taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1<sup>er</sup> janvier 2011, soit 19,60 %.

<sup>(\*)</sup> avec passage de la base 1975 à la base 2010 par application du coefficient de raccordement de 6,5345

### 3.2 - Montant des garanties financières calculé en 2016

Le montant actualisé M<sub>2016</sub> des garanties financières à constituer en application des articles R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement s'élève à 296 349 €.

### 3.3 - Établissement des garanties financières

Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

L'exploitant adresse au préfet, à la date de mise en service de l'exploitation, le document attestant la constitution du montant des garanties financières.

### 3.4 - Réactualisation des garanties financières

L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant de la garantie financière par application de la formule précédente adaptée à l'année n de réactualisation.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Les justifications du calcul d'actualisation et de la mise à jour de la garantie financière sont transmises au préfet.

## **ARTICLE 4 : RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 6 : INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, et en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LAPANOUSE DE CERNON et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et les considérant principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de LAPANOUSE DE CERNON pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pour une durée identique.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de la SARL CEPE de La Baunc.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

## ARTICLE 7 : EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de LAPANOUSE DE CERNON et à la SARL CEPE de La Baume.

Fait à Rodez, le 27 octobre 2016

  
LOUIS LAUGIER

